

LA CRISE FRANÇAISE VUE DE L'ETRANGER

L'Europe et, plus largement, le monde ont depuis quelques semaines les yeux tournés vers la France, avec inquiétude pour certains, une joie mauvaise pour d'autres, stupéfaction pour tous. Le monde contemple Paris, la capitale française, haut-lieu d'histoire, livrée samedi après samedi à l'émeute, au pillage et à la désolation. L'image de la France en sort gravement compromise sur le plan international. Et chacun de décrire et de chercher des explications à cette situation inédite. D'autant que la crise se situe dans le contexte global d'une Europe qui va mal, avec presque partout des gouvernements affaiblis, et qui incontestablement se trouve confrontée à la montée des populismes de toutes sortes.

1. L'ironie allemande

Le ton de la presse Outre-Rhin est sans équivoque. Emmanuel Macron n'y est décidément pas populaire. Ses poses de donneur de leçons n'ont jamais été appréciées par nos voisins allemands. Le Frankfurter Allgemeine, un journal libéral, plutôt centre-gauche, explique sans ambages que le quinquennat est terminé et que pour poursuivre son mandat le Président de la République sera condamné à l'immobilité sans aucune chance d'être réélu.

Plus grave, le Zeff, journal conservateur, ne prend lui aucune précaution. Selon lui, pour gouverner, Emmanuel Macron ne s'est entouré que de gens qui lui ressemblent. La crise traversée par le pouvoir peut s'expliquer par son élitisme et sa déconnection : "Le matin, Emmanuel Macron se réveille dans l'une des 365 pièces du palais de l'Élysée, entouré de luxueux meubles Louis XV. Si la porcelaine vient d'être renouvelée pour 500 000 euros, les ustensiles en cuivre des cuisines sont ceux dans lesquels on préparait déjà les repas pour Napoléon. Avec pareil environnement, il ne doit guère avoir de mal à se dire : tu écris l'histoire. Où qu'il paraisse, comme il y a peu au Bundestag, la foule s'écarte. [...] Telle est son expérience depuis plus d'un an : nul ne le contredit."

Plus loin, on peut lire ces quelques lignes : "La contestation de ces gens qui atborent des gilets de sécurité routière est désordonnée, impudente, indisciplinée. Autrement dit, tout ce que Macron déteste. Les manifestations contre sa politique, il les avait incluses dans ses prévisions, avec une épreuve de force dans la rue avec les syndicats, avec des fonctionnaires rétifs défendant leurs privilèges. Mais les "gilets jaunes" sont autre chose. Ils n'ont pas d'exigences claires mais des sentiments. Le pire défi pour un homme qui pense de façon analytique tel que Macron. Et personne dans son entourage ne semble en mesure d'apaiser la colère. Pour l'essentiel, quatre personnes, dont lui, déterminent la politique suivie en France. Quatre hommes, tous quarantenaires, brillants, à lesptit vif et qui n'ont pouf ainsi dire jamais connu l'échec. Comme Édouard Philippe, le Premier Ministre, âgé de 48 ans, diplômé de deux écoles prestigieuses, Sciences-Po et l'ENA. Comme le directeur de cabinet et plus proche collaborateur du Premier Ministre, Benoit Ribadeau-Dumas, surnommé BRD, 46 ans, lui aussi diplômés de ces deux écoles d'élite. Le troisième de ces "hommes du Président" c'est Alexis Kohler, 46 ans également,

et doublement diplômé. Dans leur aspect, ils se ressemblent : mêmes costumes, mêmes signes extérieurs. La question est donc de savoir s'il suffit d'être bourré de talents et de s'entourer de "grosses têtes" pour gouverner un pays."

Le journal allemand est sans pitié. Il compare Emmanuel Macron à John Kennedy : ; entouré d'une équipe jeune, composée de personnalités brillantes, et qui pourtant précipita les États-Unis dans la pire des catastrophes : la guerre du Vietnam. Tout est dit dans cet article. L'opinion publique allemande a détesté l'attitude du Président français, ce qui n'a jamais été dit en France. Son discours, ses propositions sur l'Europe ont profondément irrité. Les Allemands y ont vu de l'arrogance. Outre-Rhin, le gouvernement est fragile, divisé avec une majorité incertaine. La Chancelière aura du mal à achever son quatrième mandat qu'elle a annoncé beaucoup trop tôt être son dernier. Mais la crise française renforce dans les esprits l'idée d'une supériorité du système parlementaire allemand sur le régime présidentiel français.

2. La joie mauvaise de l'Italie

Le vice-président du Conseil, Matteo Salvini, a déclaré ironiquement : "Je n'ai plus de problèmes avec Emmanuel Macron, c'est lui qui en a désormais." Il n'oublie pas les propos peu flatteurs du Président français à son égard. Le gouvernement de Rome n'est pas mécontent de la situation française. Pour lui, ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays est une critique implicite de la politique européenne de Bruxelles qui empêchent toutes les mesures contracycliques.

Comme le Mouvement Cinq Etoiles en Italie, les Gilets jaunes représentent le rejet du poids des taxes et impôts, de la bureaucratie d'État, de la technocratie bruxelloise. C'est le monde des artisans, des employés, des ouvriers, des petits chefs d'entreprise mais aussi des retraités et des chômeurs qui veulent une autre politique. Le gouvernement italien considère que le problème du prix du carburant et, plus largement, celui de la redistribution des richesses sont significatifs d'un mal-être. En pleine crise budgétaire avec la Commission européenne, l'Italie cherche sans complexes à affaiblir la France. Matteo Salvini se venge. Il n'a pas du tout apprécié d'apparaître comme un repoussoir dans un clip officiel français sur l'Europe particulièrement maladroit.

3. Péril sur la démocratie vu du Royaume Uni ou du Liban

Pour les Britanniques, la crise française est une véritable insurrection qui ne vise qu'à renverser le Président de la République et à détruire cette France bourgeoise et prospère que le peuple français hait. Pour la presse, il n'y a pas de casseurs professionnels mais des "émeutiers gilets jaunes" émanation d'une colère qui ne se maîtrise plus. N'oublions pas qu'Outre-Manche, dans la mémoire collective, la Révolution française reste l'horreur absolue. Comment comprendre que, alors que le prix de l'essence à la pompe commence à baisser grâce à la chute du cours mondial du baril de pétrole, la contestation ne retombe pas ? C'est que le mécontentement est beaucoup plus profond, dénonçant pêle-mêle, la baisse du pouvoir d'achat, la faiblesse des salaires, le chômage, le recul des services publics dans les villes modestes de province et dans les banlieues défavorisées des grandes agglomérations prospères, les privilèges des élites, les institutions. Pour

stopper le mouvement et éviter le pire, il est indispensable de trouver des interlocuteurs raisonnables et raisonnés.

De l'autre côté de la Méditerranée, au Liban, le grand quotidien francophone L'Orient-Le Jour marque son incompréhension. Il écrit : "Il n'y a pas de dictateur à faire tomber. Pas non plus d'État policier prompt à vous faire disparaître à la moindre critique. Là-bas, l'école (de qualité) est gratuite tout comme les services de santé, et l'État vient en aide aux plus démunis. Là-bas, c'est l'État de droit qui prévaut. Pourtant « J'ai l'impression d'être à Beyrouth », nous ont confié plusieurs Libanais résidant dans la capitale française et témoins de la colère des Gilets jaunes. La large victoire d'un jeune libéral et pro-européen laissait entrevoir l'espoir d'un renouveau politique qui ne soit pas dominé par les extrêmes.

Emmanuel Macron est confronté à un mouvement qui, dans son ADN antisystème, n'a pas grand-chose à envier au Brexit ou à la victoire de Trump. Sa conception de la vetticalité du pouvoir, sa volonté de marginaliser les corps intermédiaires, son manque de pédagogie pour accompagner des réformes engagées à un rythme effréné, ont certainement catalysé la colère d'une partie des Français.

On retrouve la même démagogie des populistes qui instrumentalisent ces colères pour servir leurs intérêts, la même rhétorique d'un « nous contre eux » qui ne laisse aucune chance au dialogue, la même diffusion à grande échelle de fausses informations et la même utopie d'un retour à une époque fantasmée où tout était forcément mieux. De l'autre côté, celui du pouvoir, les non-populistes n'arrivent pas à construire un récit qui intègre les classes populaires tout en leur faisant prendre conscience que le temps mythique des Trente Glorieuses et de la croissance infinie est terminé. Les catégories populaires se tournent ainsi, de façon tout à fait logique, vers ceux qui ne s'embarrassent pas du réel et promettent monts et merveilles."

4. La revanche américaine

Pour Donald Trump les choses sont simples : l'Accord de Paris de la COP 21 est mort dans les rues de Paris. Les événements parisiens le confortent dans ses certitudes : dans un courrier électronique diffusé avant-hier, il affirme que les pays du Nord n'ont pas à payer pour les pollueurs du Sud... Le Washington Post, le même qui dévoila dans ses colonnes le scandale du Watergate, ajoute s'agissant des Gilets jaunes : "Ils sont en colère contre la taxe verte qui va augmenter le prix de l'essence à la pompe et ils ne supportent pas qu'on limite la vitesse sur les routes françaises. L'histoire de France regorge de révolutions dépassées par des révolutions encore plus radicales. L'un des manifestants disait « Nous n'avons plus besoin de vous », c'est-à-dire de la classe politique dans son ensemble, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par le centre. Il y a là un certain paradoxe. Le parti politique de Macron, la République en Marche, se présentait comme en dehors des partis, un refuge pour tous ceux qui ne s'identifiaient plus du tout aux partis traditionnels. Mais il n'est pas né en dehors du contexte politique et ses membres se sont présentés aux élections. Par conséquent, En Marche, qui n'existait pas il y a trois ans, est désormais considéré comme faisant partie de l'establishment dont il était censé signer la défaite. Face à cette réalité, il est important de trouver les moyens de persuader ces nouveaux mouvements spontanés hostiles à la classe politique de rejoindre des institutions plus organisées, de participer à des débats plus encadrés et d'accepter les négociations et les compromis

indispensables à la vie démocratique contemporaine. Ces enjeux ne concernent pas uniquement la France : la plupart des autres démocraties du monde doivent affronter ou s'attendre aux mêmes défis. Si les présidents, les parlements, les partis et les institutions existantes réussissent à trouver le moyen d'écouter les voix qui s'élèvent, de les intégrer et d'évoluer sans les laisser de côté, alors la démocratie survivra au XXI^e siècle. Sinon, elle risque de ne pas y résister." On ne saurait mieux dire. En creux, une critique sévère de Donald Trump, de sa politique et de ses volte-face. Un Trump qui, lui, n'a pas apprécié l'humiliation du 11 novembre à Paris — le discours en forme de leçon du président français sur les droits de l'homme, le nationalisme, etc. — et qui se venge aujourd'hui.

5. Le sourire narquois russe

Pour Vladimir Poutine, critiqué pour son action en Ukraine, pour l'annexion de la Crimée et son retour dans le giron de la Mère Patrie, les événements de Paris sont une "divine surprise" au sens où l'entendait Charles Maurras. Un président qu'il n'aime pas, représentant d'une société qu'il déteste mord la poussière. Il s'en réjouit, constatant les difficultés d'une Europe qu'il méprise pour son assujettissement à l'Amérique, son capitalisme mondialiste et son aveuglement devant la montée de l'islamisme.

Un journaliste du site d'informations Gazetta.ru s'est promené dans les rues de Paris. Il raconte : "J'ai vu, à vrai dire, pour la première fois de ma vie, la lutte des classes en action, comme chez Marx et Engels. De quoi s'agissait-il donc ? À partir du 1^{er} janvier 2019, la taxe sur l'essence était censée augmenter de trois centimes par litre et celle du gazole de 6,5 centimes le litre. Les citoyens français sont mécontents. Trois centimes, soit deux roubles, sachant que le litre de carburant dans le pays coûte environ 1,5 euro soit plus de 100 roubles (à Moscou le litre de sans plomb est à 0,66 euro et le gazole à 0,60 euro).

Un ami français m'a raconté qu'en ce jour sacré du Black Friday, les Gilets jaunes ont bloqué la sortie d'un centre commercial. Ils laissaient passer les gens avec un panier et refoulaient en tant que riches adeptes de la consommation ceux qui poussaient un charriot. Leur stratégie est claire : en rendant la vie impossible à tous, ils espèrent convaincre les électeurs de ne plus voter pour le pouvoir en place, qui a laissé les choses en arriver là.

J'ai marché dans les rues, le long des vitrines étincelantes, croisant les visages taciturnes des travailleurs et songeant aux Révolutions et aux Restaurations que cette ville a connues, chacun de ces événements ayant marqué la toponymie et laissé ses propres monuments. Combien de fois des nigauds aux manières grossières sont-ils descendus dans ces mêmes rues en tenue de travail pour se battre pour un avenir radieux (lutte de classes, de races, de religions) ? Et au bout du compte, nous n'aspérons qu'à une chose : voir Paris, tandis que les Parisiens ne se ruent pas dans nos contrées. C'est sans doute parce que la démocratie ça marche. Un jour nous laurons, nous aussi. Beaucoup imaginent comme une vénérable Chambre de Lords qui se pavanent en robes et échangent sur des questions philosophiques. En réalité, c'est une bande de freaks en gilets jaunes un peu éméchés et hors de contrôle qui empêchent un bus de rejoindre sa destination."

À la Une ailleurs dans le monde, la crise française fait aussi les gros titres. En Iran, pour le journal Ekrabar “La France vit un retour en arrière” ; en Autriche, le Kwrier note “La version française des pro-Brexit ou de la vague populiste italienne” ; en Colombie, “Où va la France ?” s'interroge E7 Tiempo; en Espagne, un tout en nuances “Paris en flammes” pour La Vanguardia ; et le mot de la fin revient au quotidien italien Libero “La France profonde est en train de se rebeller contre la méprise Macon, ce produit élaboré en laboratoire pour contrer la vague lepéniste et garantir la survie de l’ancien régime. Mais Macron se comporte en monarque, loin de son peuple, incapable de comprendre la situation sociale et économique de son époque.”